



## Une reprise économique réelle mais fragile

Selon l'Insee, la progression du Produit intérieur brut serait de 1,5 % en 2010, après une année 2009 qui avait enregistré un recul jamais atteint depuis l'après guerre. Cependant, cette tendance n'a pas permis une reprise franche de l'emploi (+ 0,7 %). La situation du territoire rennais est à l'image du national : mitigée. La progression de l'emploi a été faible et n'a pas permis d'inverser la courbe du chômage.

Les signes de reprise sont bien réels. L'évolution de l'intérim, souvent jugée comme un indicateur avancé de l'économie, est favorable. Les soldes d'opinion des chefs d'entreprise traduisent un retour progressif de l'optimisme et les liquidations judiciaires reculent pour la première fois depuis quatre ans.

Pourtant, de nombreuses incertitudes continuent de planer sur les deux moteurs de l'économie : la consommation et l'investissement. Les prévisions d'investissement sont à la baisse pour l'industrie et le bâtiment. La crainte d'un dérapage inflationniste est forte et pousserait les acteurs économiques à modifier leurs comportements. Or, pour la cellule de veille, il est très difficile d'en mesurer les conséquences sur l'économie à court terme.

Pour l'heure, beaucoup de chefs d'entreprise anticipent une croissance des carnets de commande et une reprise des chiffres d'affaires. Mais après une période de crise qui s'est inscrite dans la durée, l'attentisme semble de mise en matière de recrutement pour 2011 sur le bassin.



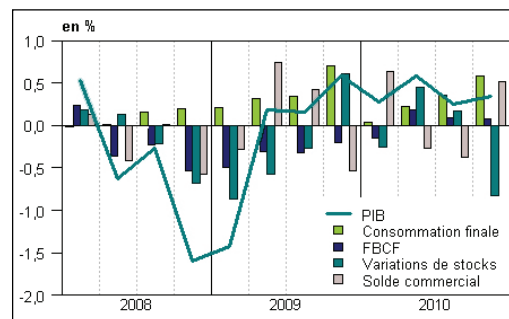
## Des indicateurs macroéconomiques mieux orientés qu'en 2009

A l'heure du bilan de l'année 2010, l'Insee dresse un tableau en demi-teinte de l'activité économique de la France. Avec une progression de 1,5 %, le Produit intérieur brut passe à nouveau « dans le vert » après une année 2009 qui avait enregistré un recul jamais atteint depuis l'après guerre (- 2,5 %). Les dépenses de consommation des ménages ont progressé chaque trimestre pour atteindre au final une croissance annuelle de 1,6 %. L'investissement des acteurs économiques (entreprises, administrations publiques, ménages), bien qu'en progression à partir du second trimestre, est demeuré très faible. On notera tout particulièrement le recul régulier tout au long de l'année, de l'investissement des administrations publiques. Enfin, sur la fin de l'année, les entreprises ont préféré puiser dans leur stock plutôt que de relancer la production à plein, limitant ainsi l'effet relance. Ce désstockage massif, similaire aux niveaux atteints au plus fort de la crise (fin 2008/début 2009), laisse augurer une surcapacité productive encore importante.

## Faible progression de l'emploi en 2010

Selon la Dares, au niveau national l'année 2010 se termine sur un solde d'emplois très légèrement positif de + 180 000 sala-

## Evolution des principaux indicateurs conjoncturels France



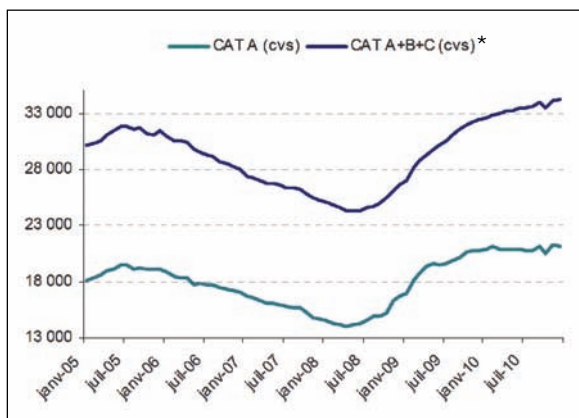
Source : Insee – Traitement Codespar  
FBCF : Formation brute de capital fixe (investissement)

riés dans les secteurs marchands (+ 0,7 %<sup>1</sup>, contre - 1,4 % l'année précédente). Cette évolution s'explique pour l'essentiel, par la croissance de l'intérim et, dans une moindre mesure, des emplois en contrats aidés. La Bretagne et le Pays de Rennes suivent une tendance similaire de reprise molle de l'emploi, après une année 2009 en net recul. Pour la CCIT Rennes Bretagne, l'analyse de l'évolution des masses salariales versées par les entreprises du Pays de Rennes<sup>2</sup> montre « un ralentissement très net en début 2009 puis un recul sensible aux 3<sup>ème</sup> et 4<sup>ème</sup> trimestres. Stabilisée au premier semestre 2010, la situation est repartie favorablement au 3<sup>ème</sup> trimestre. » L'amélioration de ces derniers mois sur le territoire est imputable aux services (notamment l'intérim) et au commerce. Le bâtiment a limité la baisse. Selon la Banque de France, « la crise a accéléré une tendance structurelle à la baisse dans l'industrie, constatée depuis près de dix ans ». Pour la CCIT, cette tendance de l'industrie est conforme à l'évolution nationale, néanmoins « la désindustrialisation est plus marquée sur le Pays de Rennes que sur d'autres territoires, tels que Vitry par exemple ».

<sup>1</sup> Estimation réalisée du 3<sup>ème</sup> trimestre 2009 au 3<sup>ème</sup> trimestre 2010.

<sup>2</sup> Cf annexes

## Evolution de la demande d'emploi du 1er janvier 2005 au 31 décembre 2010 – Bassin d'emploi de Rennes



\* CVS : Corrigée des variations saisonnières  
Source : Pôle emploi

## Accalmie sur le marché du travail, mais une situation qui reste difficile

Avec 20 700 demandeurs d'emploi (cat.A<sup>3</sup>) au 1<sup>er</sup> janvier 2011, le bassin d'emploi enregistre une quasi stabilité du chômage sur un an (+ 1,5 %). La progression de la population active aidant, le taux de chômage a reculé de 0,3 point sur la période et atteint désormais 7,1 % (cf annexes)<sup>4</sup>. Les jeunes (moins de 25 ans) sont les premiers

bénéficiaires de la reprise de l'activité. Pour cette catégorie, le nombre de chômeurs recule mois après mois depuis octobre 2010<sup>5</sup>. Cette tendance se confirme sur le début de l'année 2011.

Toutefois, il demeure de nombreuses ombres au tableau. Les contrats proposés sur le marché du travail ne sont, pour l'heure, pas suffisants pour permettre une sortie durable du chômage (d'où la poursuite de la progression des autres catégories de chômage<sup>6</sup>).

<sup>3</sup> La catégorie A regroupe les demandeurs d'emploi n'ayant pas eu d'activité lors du mois précédent, tenus de faire des actes positifs de recherche d'emplois.

<sup>4</sup> Le calcul du taux de chômage consiste à rapporter le nombre de chômeurs à la population active.

<sup>5</sup> En comparant au même mois de l'année précédente.

<sup>6</sup> Notamment les catégories B et C, c'est-à-dire celles concernant les demandeurs d'emploi à la recherche d'un emploi, ayant travaillé durant le mois qui a précédé leur inscription à Pôle emploi.

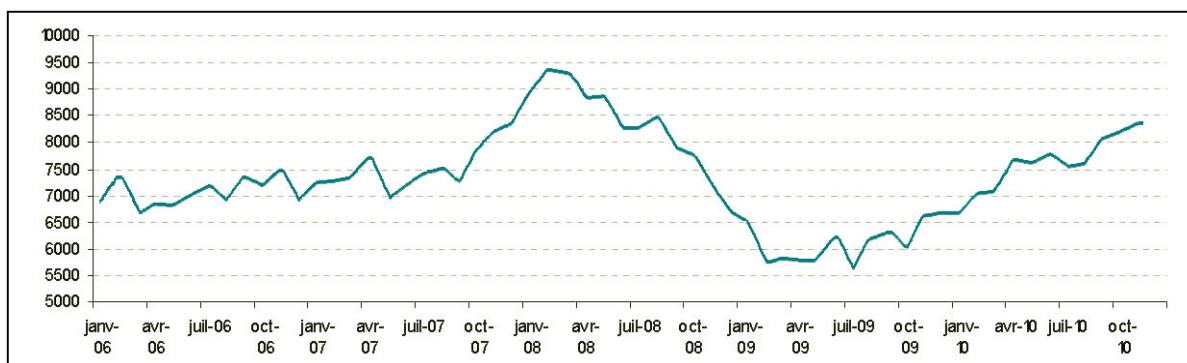
Au 31 janvier 2011, 2 700 personnes sont inscrites à Pôle Emploi depuis au moins deux ans. Autrement dit, elles ont été « victimes » du retournement conjoncturel de 2008 et n'ont jamais réussi à retrouver un emploi depuis.

Certaines populations restent durement touchées. Les quinquagénaires enregistrent une croissance sensible (+ 23 % en janvier 2011, en glissement annuel). C'est le cas également pour les demandeurs d'emploi de longue durée (DELD<sup>7</sup>). « Mécaniquement » leur nombre a entamé une hausse très prononcée au cours de l'année 2009 suite au retournement conjoncturel de 2008. La cellule de veille du Codespar alerte sur ce point. Au 31 janvier 2011, 2 700 personnes sont inscrites à Pôle Emploi (cat.A) depuis au moins deux ans. Autrement dit, elles ont été « victimes » du retournement conjoncturel de 2008 et n'ont jamais réussi à retrouver un emploi depuis.

32 000 offres d'emploi ont été déposées à Pôle emploi en 2010, soit une progression de 13 % sur un an. Cependant, les agences d'intérim représentent à elles seules 6 000 offres, principalement déposées dans les secteurs du transport logistique et du bâtiment. Les principaux secteurs du bassin (bâtiment, transport, agroalimentaire, automobile) ont offert très peu d'offres « classiques » (contrat à durée déterminée ou indéterminée). Pour Creativ « ces indicateurs montrent que si le bassin semble donner des signes de reprise, ceux-ci restent pour l'heure davantage conjoncturels que structurels. »

<sup>7</sup> Demandeurs d'emploi inscrits depuis un an et plus.

### Evolution mensuelle de l'emploi intérimaire (CVS\*) – Bassin d'Emploi de Rennes



\* CVS : Corrigée des variations saisonnières

Source : Pôle emploi

## Des signes de reprise indéniables

L'évolution de l'intérim est traditionnellement jugée comme un indicateur avancé de l'économie. Or, cet indicateur est largement passé au vert en 2010. Pour Randstad, « l'activité est fortement répartie en 2010 et les prévisions du début d'année sont encore en progression et devraient permettre de retrouver les niveaux d'activité d'avant crise. [...] Le secteur automobile est à la hausse, tout comme les activités tertiaires et le reste de l'industrie. »

Sur le plan de la santé des entreprises, on enregistre les premiers signaux positifs. Les Chambres consulaires constatent que le solde entre immatriculations et radiations d'entreprises est bien orienté sur le bassin rennais par rapport aux années précédentes. La Chambre des métiers note même que « 2010 est l'année où le nombre de radiations d'entreprises artisanales a été le plus faible depuis quatre ans. » La CCIT Rennes Bretagne constate quant à elle, un ralentissement des faillites d'entreprises. Enfin, l'étude nationale menée par le cabi-

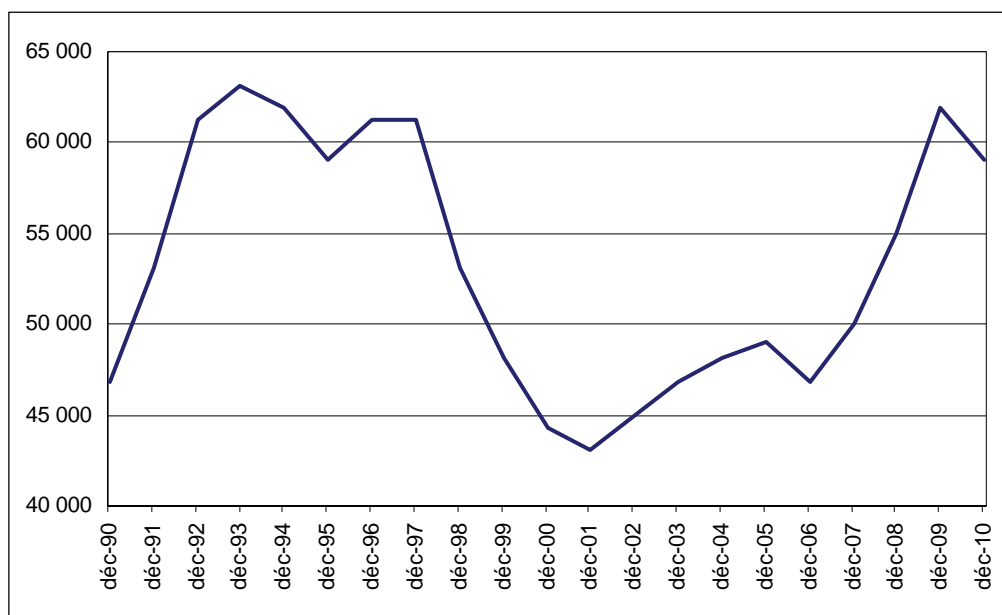
net Altare sur les liquidations judiciaires met en évidence un premier retournement de tendance depuis 2006, particulièrement prégnant en Bretagne (cf annexes).

Pour la cellule de veille, de manière « traditionnelle » en période de difficultés économiques, on constate que les entreprises qui ne « survivent » pas sont souvent en premier lieu celles dont le projet est en décalage avec la réalité économique. Le secteur des services aux personnes en donne la parfaite illustration, avec des liquidations judiciaires en

hausse de 20 % en France sur 2010. Dans une moindre mesure, le même phénomène a été constaté dans le bâtiment sur le créneau des pompes à chaleur ou encore dans le photovoltaïque. Au final, on peut donc voir dans cet ajustement « naturel » du marché un atout pour la solidité de la reprise sur le bassin. La reprise économique passe par le triptyque confiance/crédit/compétences. Si le premier point se redresse ces derniers mois, reste néanmoins une véritable gageure pour les entreprises : conserver leurs compétences et une situation financière tenable dans une crise qui s'est inscrite dans la durée.

Pour Randstad, « l'activité intermédiaire est fortement répartie en 2010 et les prévisions du début d'année sont encore en progression et devraient permettre de retrouver les niveaux d'activité d'avant crise. »

Evolution des défaillances d'entreprise en France depuis 20 ans (Données 12 mois glissants)



Source : Altarès

## La consommation ne devrait pas être un moteur pour l'économie en 2011

Si les premiers signes de reprise d'activité semblent avérés, de nombreuses incertitudes continuent de planer sur les deux moteurs de l'économie que sont la consommation et l'investissement.

Le *Consensus*

*Forecas*<sup>8</sup> estime que la consommation devrait progresser de 1,4 % en France en 2011, soit un niveau proche de 2010 (+ 1,6 %). Pour les membres de la cellule de veille, cette estimation est très

optimiste. En 2010, la consommation a tenu en grande partie grâce à des effets d'aubaine saisis par les ménages, grevant ainsi leur capacité de consommation pour 2011. Par ailleurs, de nombreux éléments laissent craindre un dérapage inflationniste. La Fédération des entreprises du commerce et de la distribution vient d'annoncer une hausse du prix des produits alimentaires et non alimentaires de l'ordre de 2 % en moyenne. Selon *Les Echos*, EDF aurait demandé aux pouvoirs publics d'augmenter le prix de l'électricité « de 5,1 % à 6,5 % par an jusqu'en 2015 ». Le risque inflationniste s'inscrit également dans la durée pour

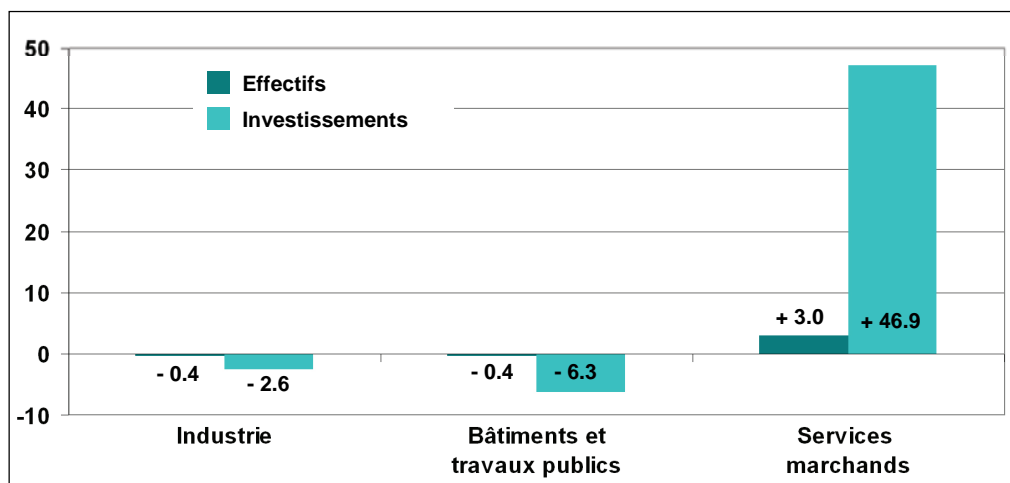
De nombreux éléments laissent craindre un dérapage inflationniste. [...] les acteurs économiques vont devoir s'adapter [...] or, peu d'analystes sont en capacité d'en mesurer les conséquences sur l'économie.

les biens intermédiaires. Le prix du baril de pétrole est sur une hausse structurelle. Et pour Creativ, « le coût de l'acier augmentera de 25 % dès cette année. » En conséquence, les acteurs économiques vont devoir s'adapter, notamment les ménages qui vont opérer des arbitrages. Or, peu d'analystes sont en capacité d'en mesurer les conséquences sur l'économie. Quoi qu'il en soit, les membres de la cellule de veille s'accordent pour dire que les entreprises qui résisteront le mieux seront celles qui s'inscrivent dans une logique de « reconception » et non de gestion d'un phénomène conjoncturel. Or à cet égard, on constate que dans un climat d'incertitude forte, les entreprises misent sur la stratégie du « dos rond ». Pour la Banque de

France, « dans l'ensemble les chefs d'entreprises sont plutôt confiants pour le premier trimestre 2011. Hormis dans la construction (bâtiment et travaux publics), où une stagnation est l'hypothèse la plus fréquemment évoquée, une progression des carnets de commande et des chiffres d'affaires devrait intervenir. » Mais, dans l'industrie comme dans le BTP, cette période servirait principalement à assainir des trésoreries mises à mal, au détriment de l'embauche et de l'investissement qui devraient enregistrer un recul. Seuls les services marchands se différencieraient avec des prévisions de croissance des chiffres d'affaires, des effectifs et des investissements. « En 2011, les progressions d'activité les plus sensibles concerneraient les activités informatiques et l'ingénierie technique ».

<sup>8</sup> Groupe d'experts internationaux.

### Projection des entreprises en matière d'effectifs et d'investissements pour 2011 en Bretagne



Source : Banque de France

## Les cadres sont les premiers bénéficiaires de la reprise

Selon Bruno Bremond, Directeur général du Monster France<sup>9</sup> « *le rebond de l'activité de recrutement laisse augurer d'une reprise soutenue du marché de l'emploi. Les employeurs reprennent confiance et les perspectives pour 2011 sont encourageantes.* » Les analyses du Monster se basent sur un nombre d'offres d'emploi déposées en ligne en hausse de 10 % sur le mois de février et de 19 % sur un an. Elles pointent notamment l'embellie des secteurs ressources humaines et fonctions administratives qui pourrait s'interpréter comme une volonté des entreprises de conforter leurs fonctions supports en vue de recruter dans un second temps dans les fonctions productives. D'ores et déjà, l'informatique, la R&D<sup>10</sup>, l'ingénierie et la banque/finance sont orientées à la hausse, particulièrement sur les fonctions d'encadrement.

Pour le cabinet Robert Walters, le marché des cadres est reparti plus vite que prévu (dès fin 2010). Plusieurs raisons sont évoquées :

- Nombre de projets de développement à la hausse ;
- Rattrapage des objectifs de recrutements pour les grands employeurs, après une période de gel ;
- Croissance exponentielle du marché asiatique qui assèche le marché et exacerbe les tensions ;
- Rétrécissement de la pyramide des âges.

Selon l'étude annuelle de l'Apec<sup>11</sup>, en Bretagne le niveau de recrutement des cadres se situerait entre 4 900 et 5 400 en 2011. L'agence estime toutefois que la demande concernera principalement les cadres in-

<sup>9</sup> L'index Monster de l'emploi est un indicateur composite construit sur la base de millions d'offres d'emploi déposées en ligne. Cet indicateur est décliné par Pays et par secteurs d'activité.

<sup>10</sup> Recherche et développement.

<sup>11</sup> Agence pour l'emploi des cadres.

formaticiens ayant de 3 à 5 ans d'expérience. La situation devrait être « *beaucoup plus difficile pour les seniors et les débutants.* » A plus long terme (2012/2015), les recrutements devraient aller croissant. Les nouvelles législations Solvency II<sup>12</sup> et Bâle III<sup>13</sup> engendrent de nouvelles demandes dans les secteurs banque/assurance et comptabilité/conseil. D'autres profils seront également prisés, comme les actuaire/gestionnaires de risques et les ingénieurs sécurité/réseaux.

## Incertitudes pour les TPE<sup>(14)</sup> et l'industrie agroalimentaire peu propices au recrutement

Dans son baromètre annuel, le Conseil supérieur de l'Ordre des experts comptables<sup>15</sup> fait état de perspectives optimistes pour les PME<sup>16</sup>. *A contrario*, pour les TPE « *les perspectives d'embauches sont au plus bas.* » Analyse confirmée par Fiducial selon lequel 50 % des TPE envisagent

un maintien des effectifs et 33 % ajournent les embauches prévues faute d'activité suffisante. L'enquête pointe tout particulièrement les entrepreneurs sans salarié et le secteur des services aux personnes qui « broie du noir ».

Pour l'observatoire des IAA<sup>17</sup> de Bretagne il n'y a pas eu de reprise franche dans l'agroalimentaire en 2010. Cependant la consommation des ménages en produits alimentaires a repris au 2<sup>ème</sup> semestre 2010 ce qui a soutenu l'activité des IAA sur la fin de l'année. Les exportations s'établissent également à un niveau correct après une année 2009 très défavorable. Au final,

le niveau d'activité est jugé correct. Largement tributaires du prix des matières premières (matières premières agricoles, emballages, pétrole et donc transport), les industriels redoutent les répercussions

sur leur rentabilité pour 2011. Il est vraisemblable que les situations seront différentes en fonction des entreprises. Pour l'observatoire, les résultats économiques sont surtout favorables pour les grands groupes (Danone, Nestlé, Unilever... ) implantés dans les pays émergents, ce qui leur permet de compenser des marchés ato-

<sup>12</sup> Réforme réglementaire européenne du secteur assurance.

<sup>13</sup> Accords de réglementations bancaires.

<sup>14</sup> Très petites entreprises.

<sup>15</sup> Baromètre réalisé par TNS-Sofres, paru en janvier 2011.

<sup>16</sup> Petites et moyennes entreprises.

<sup>17</sup> Industries agroalimentaires.

\* IAA : Industries Agroalimentaires

nes en Europe. « *La situation risque d'être plus difficile pour les PME-PMI présentes sur le marché français.* » Au final, à l'instar du reste de l'industrie, le climat d'incertitude qui règne dans l'agroalimentaire ne semble pas propice au développement des embauches pour 2011.

Après une année moins favorable que ce qu'on pouvait espérer en matière de création d'emplois dans les filières dites de la croissance verte,

des inquiétudes se font jour pour 2011 suite aux différentes annonces de limitation de soutien des politiques publiques : freins à l'éolien dans la loi Grenelle 2, baisse des crédits d'impôts pour l'éco-construction, limitation du soutien au solaire... Au-delà de l'évolution de 2011 pour ces filières, la cellule de veille pointe les effets pervers de certaines politiques publiques. Si les réglementations sont de nature à favoriser les activités vertueuses, les politiques de soutien de l'économie par la fiscalité peuvent au contraire désorganiser le marché.

## Stabilité de l'emploi dans le BTP en 2011

Selon la FFB35<sup>18</sup>, l'activité reprend de la vigueur depuis plusieurs mois. La situation est jugée bonne dans le secteur du logement. Les autorisations de construction sont en progression annuelle de 20 %<sup>19</sup>, ce qui devrait se traduire par un effet positif sur l'activité des entreprises au second semestre. La FFB35 précise que cette évolution favorable concerne tant les logements collectifs

qu'individuels, ceci depuis cinq mois consécutifs, après deux années de recul.

Le secteur du bâti non résidentiel est quant à lui encore en difficulté. Les autorisations de construction sont en recul de 7 % en glissement annuel, ce qui confirme la tendance baissière entamée deux ans auparavant. Les perspectives pour les mois à venir ne sont pas au beau fixe faute de projets d'investissements industriels ou publics conséquents.

<sup>18</sup> Fédération française du bâtiment d'Ille-et-Vilaine.

<sup>19</sup> De février 2010 à février 2011.

La CCIT Rennes Bretagne rappelle que « *sur le Pays de Rennes, le secteur [BTP] représente 8 % des établissements, mais 20 % des liquidations judiciaires.* »

[Dans le BTP] les entreprises se trouvent pour l'heure, en sur-capacité et privilégieront dans les prochains mois, l'utilisation de l'intérim pour répondre aux surcroits d'activité.

L'activité du secteur de l'entretien/rénovation devrait connaître une année 2011 en hausse. Estimée à 1,5/2 %, celle-ci est notamment tirée par les premiers effets du Grenelle de l'environnement. Chez les bailleurs sociaux comme chez les particuliers, la demande se conforte. « *La demande est exacerbée par le*

*renchérissement des coûts de l'énergie et un délai pour le retour sur investissement qui se réduit de fait.* » Désormais, la visibilité pour ce pan du secteur s'établit à 3 mois.

Dans l'ensemble, la FFB35

dresse donc un panorama plus optimiste que les derniers mois sur les prévisions d'évolution de l'activité. Celles-ci devraient aller croissant sur 2011 et 2012. « *La situation financière reste toutefois préoccupante: les prix de vente de la construction restent à un niveau dramatiquement bas. Les délais de paiement aux fournisseurs se réduisent progressivement en application de la loi de modernisation de l'économie alors que les encours clients gonflent dans le même temps. Les prix des matériaux subissent des hausses importantes tirés notamment par les cours de certaines matières premières (acier, cuivre, pétrole, ...).* » Ce constat est partagé par la CCIT Rennes Bretagne qui rappelle que « *sur le Pays de Rennes, le secteur représente 8 % des établissements, mais 20 % des liquidations judiciaires.* » Sur le plan de l'emploi, peu d'évolutions sont à prévoir à court/moyen terme (2011/2012). Pour la FFB35, l'emploi a été relativement préservé jusqu'à présent.

En 2009 et 2010, l'emploi a reculé de 1 500 permanents sur le département d'Ille-et-Vilaine, « *mais ce recul aurait pu atteindre 4 000 salariés s'il avait suivi l'évolution de l'activité* ». Les entreprises se trouvent donc pour l'heure, en sur-capacité et

privilégieront dans les prochains mois, l'utilisation de l'intérim pour répondre aux surcroits d'activité. Les recrutements plus massifs devraient reprendre sensiblement à compter de 2013, en lien avec les grandes opérations prévues (LGV, cité des congrés...). Il convient dès à présent de s'interroger sur la capacité du bassin à y faire face.

Sur le plan plus structurel, malgré le « trou d'air » enregistré par le secteur deux années durant, la FFB35 ne constate pas de fléchissement du nombre de reprises d'entreprises.

Toutefois, l'analyse plus qualitative du profil des repreneurs traduit une évolution structurelle du secteur :

- 1/3 des repreneurs sont des techniciens du bâtiment qui ont décidé de devenir chef d'entreprise. Cette part est stable ;
- 1/3 sont des salariés de l'industrie ou du commerce. Ils n'ont pas de compétences techniques propre au secteur mais sont en capacité d'apporter des capitaux. Cette part recule ;
- 1/3 sont issus d'autres entreprises du secteur qui réalisent une croissance externe (rachat, absorption). Cette part est en hausse.

Deux enseignements majeurs doivent être retirés. D'une part, cette évolution témoigne d'un phénomène de concentration du secteur. D'autre part, elle confirme qu'il est jugé plus risqué d'investir dans le secteur actuellement.

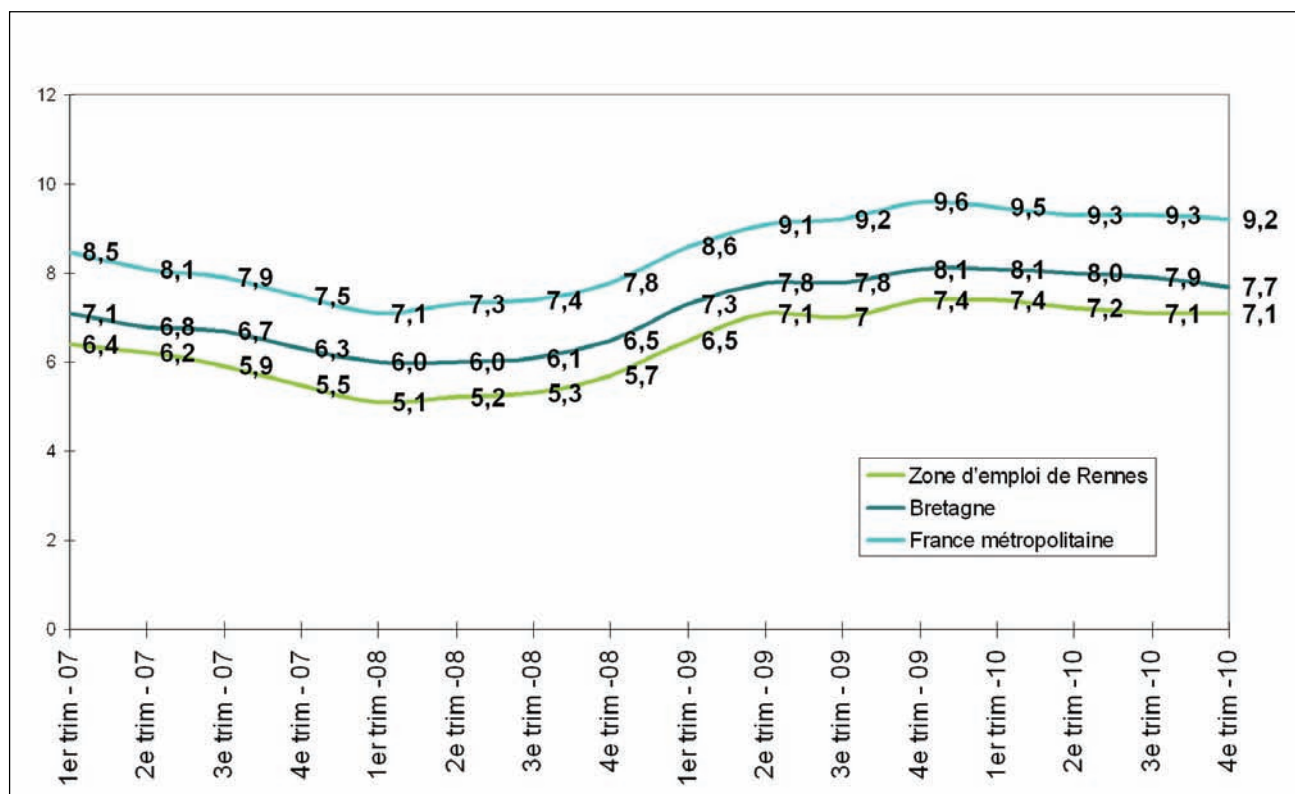
# ANNEXES

### Le PIB et ses composantes en volumes chaînés

	2010 T1	2010 T2	2010 T3	2010 T4	2009	2010 (acquis)
<b>PIB</b>	0.3	0.6	0.3	0.3	-2.5	1.5
<b>Importations</b>	1.9	3.7	3.9	-1.2	-10.6	7.7
<b>Dép. conso. ménages</b>	0.1	0.3	0.5	0.9	0.6	1.6
<b>Dép. conso. APU*</b>	0.0	0.2	0.3	0.3	2.8	1.4
<b>FBCF totale</b>	-0.7	0.9	0.5	0.4	-7.0	-1.6
<b>dont ENF*</b>	-0.7	1.3	0.4	0.6	-7.9	-1.4
<b>dont ménages</b>	-0.5	0.1	1.1	0.6	-8.7	-2.2
<b>dont APU*</b>	-1.5	1.0	-0.4	-0.7	0.6	-1.0
<b>Exportations</b>	4.8	2.8	2.6	0.8	-12.2	9.9
<b>Contributions :</b>						
<b>Demande intérieure finale hors stocks</b>	-0.1	0.4	0.4	0.7	-0.5	1.0
<b>Variations de stocks</b>	-0.3	0.4	0.2	-0.8	-1.8	0.1
<b>Commerce extérieur</b>	0.6	-0.3	-0.4	0.5	-0.2	0.4

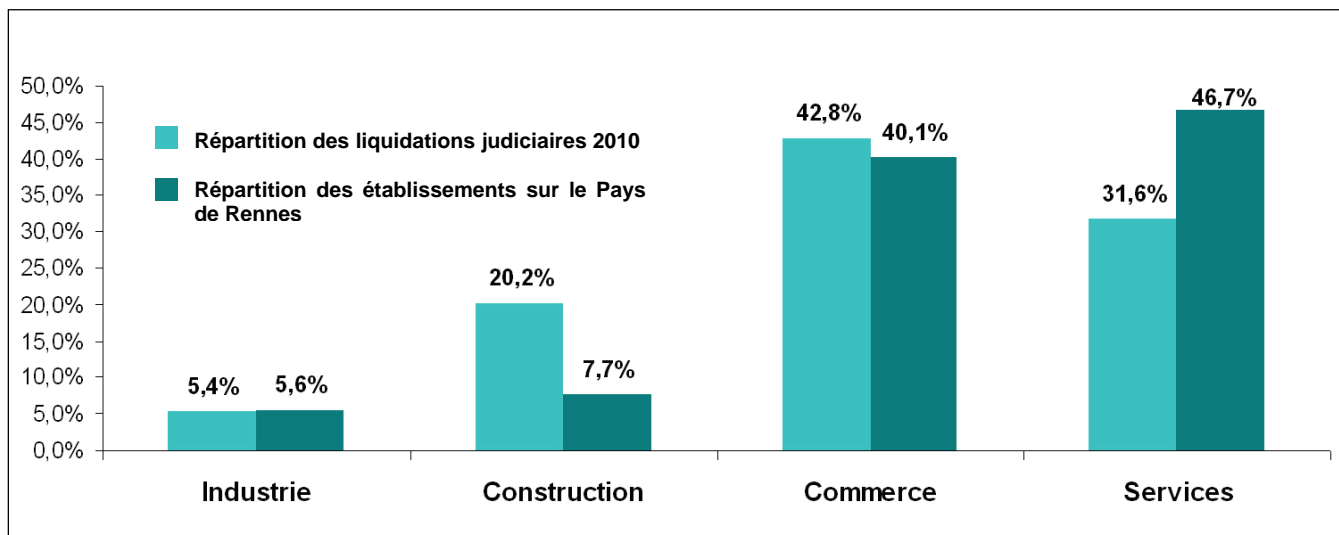
Source : Insee  
Variations t/t-1, en %, données cjo-cvs  
\*APU : administrations publiques - ENF : entreprises non financières

Comparaison de l'évolution des taux de chômage



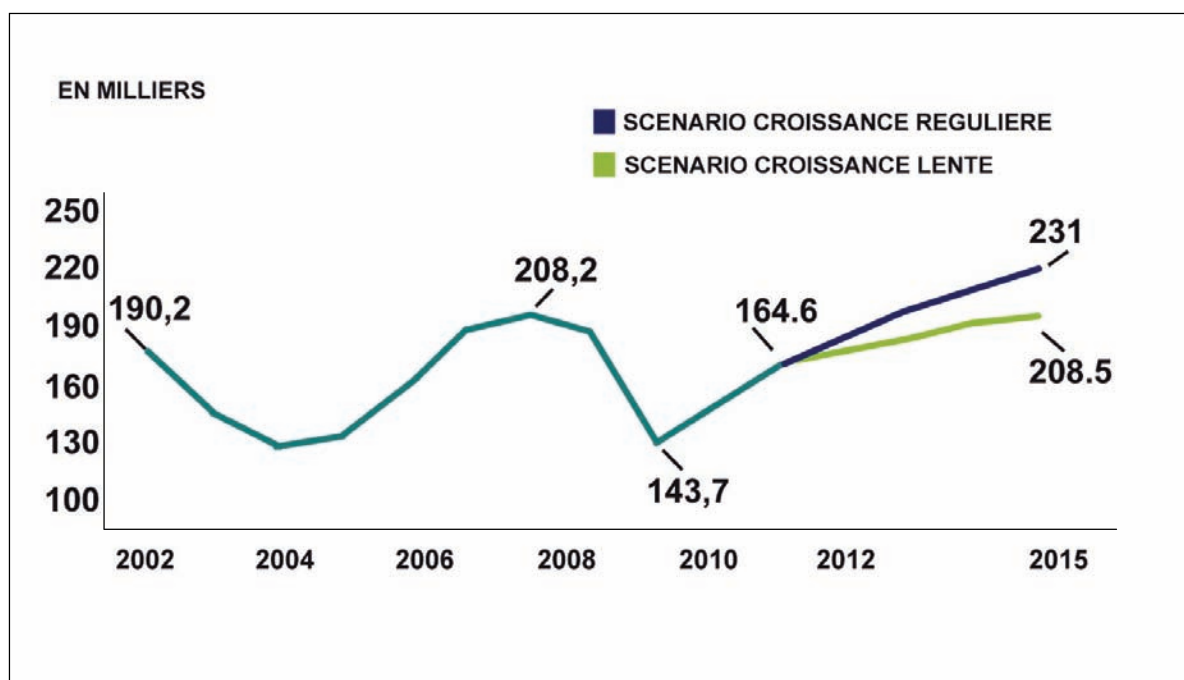
Source : Insee/Direccte – Traitement : Codespar

### Répartition des liquidations judiciaires et du "stock" d'établissements du Pays de Rennes selon les secteurs



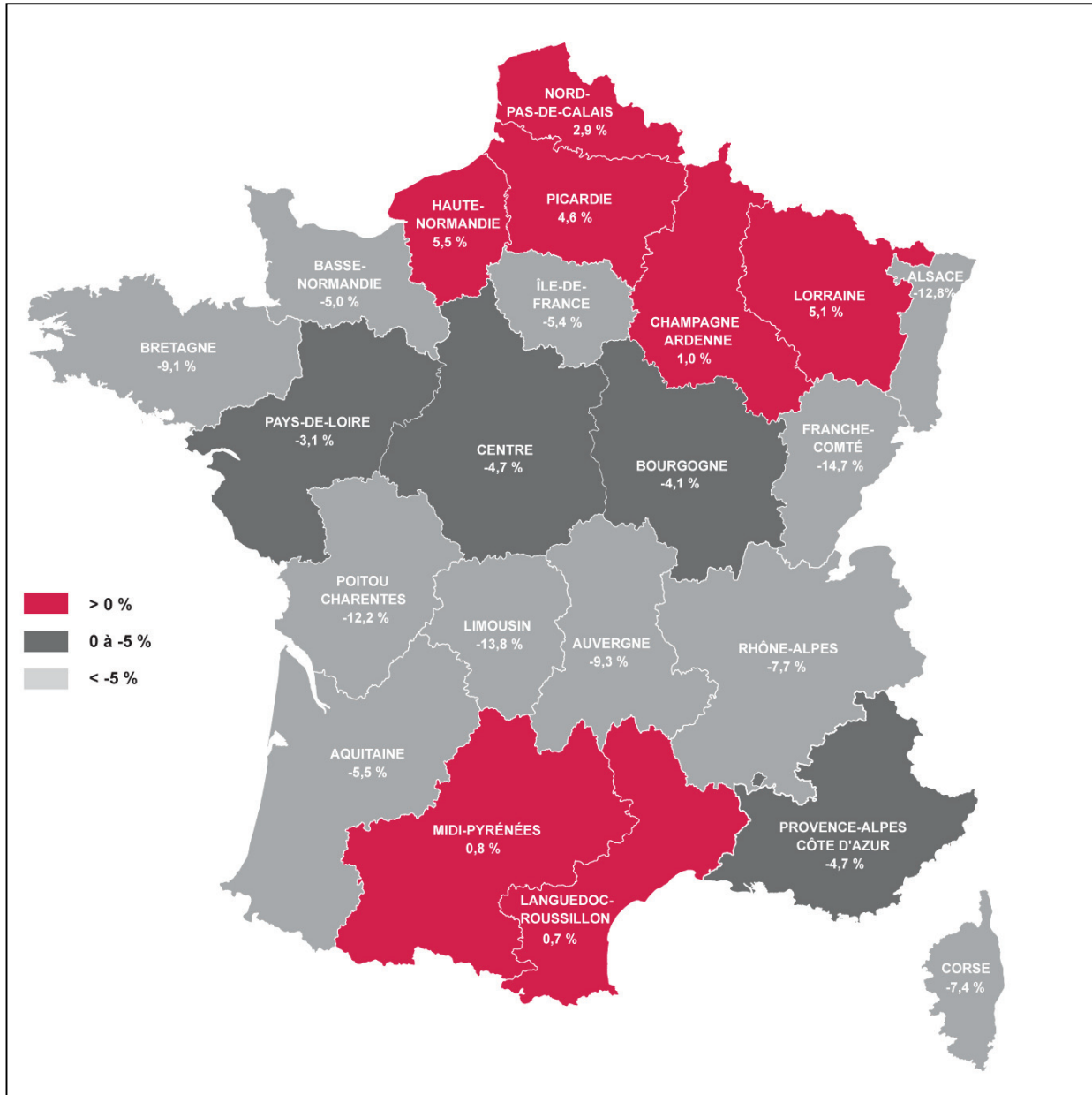
Source : CCIT Rennes Bretagne

### Scénarii d'évolution du nombre de cadres en France



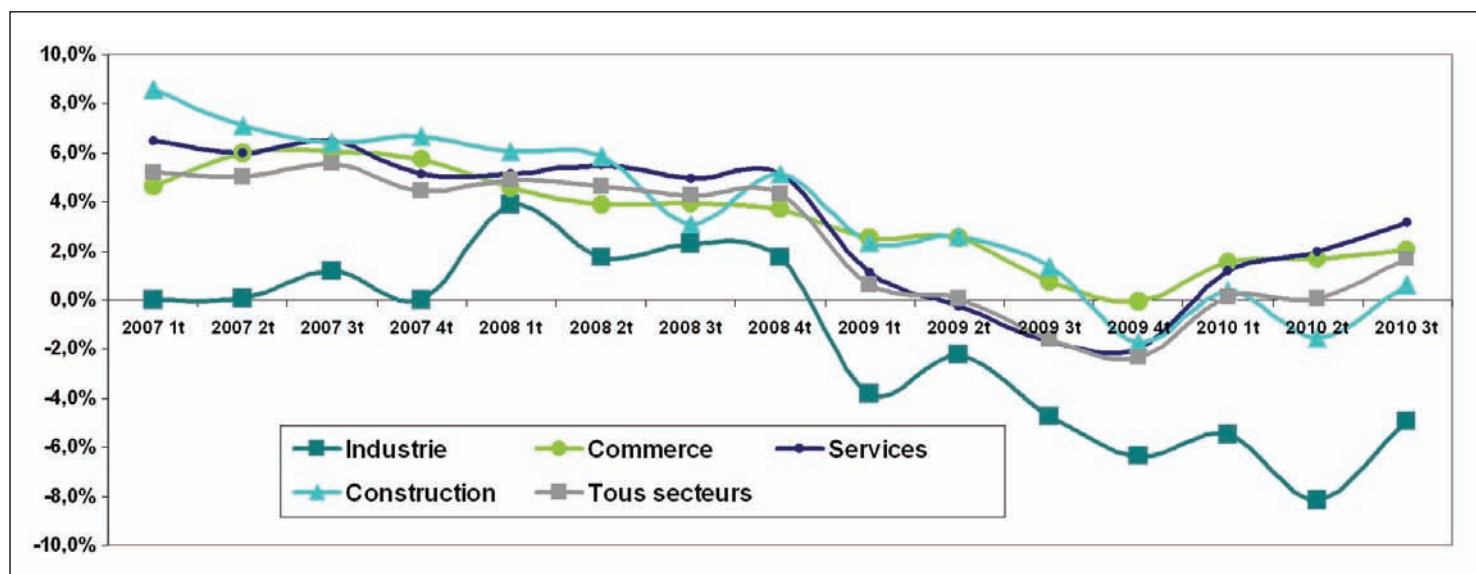
Source : Apec

Carte de l'évolution des défaillances en France par région en 2009



Source : Altarès

Taux d'évolution des masses salariales versées par les entreprises du Pays de Rennes (Glissement annuel)



Source : CCIT Rennes Bretagne d'après Urssaf

#### Objectifs et contexte de la cellule de veille conjoncturelle :

Par la réunion et le croisement des regards d'experts économiques locaux ou régionaux, généralistes ou sectoriels, le Codespar souhaite réussir à forger une analyse partagée de la situation économique du bassin et formuler un avis sur les impacts en temps réels et à court terme, de l'évolution économique conjoncturelle sur l'emploi. Les conclusions ressorties des analyses trimestrielles de la cellule seront soumises, entre autres, à la Plate-forme Activ'emploi de gestion territoriale des emplois et des compétences du bassin d'emploi de Rennes, chargée d'accompagner les mobilités professionnelles à l'échelle du territoire.

Cette cellule de veille conjoncturelle est une des composantes de l'axe « veille et redéploiement » mise en œuvre par le Codespar et qui s'inscrit dans une volonté de porter un regard sur les mutations du territoire à tous les échelons temporels : rétrospectif, conjoncturel et prospectif.

#### Président de la cellule de veille conjoncturelle :

Jean Castel, Vice-Président du Codespar, Président du collège des Organisations Syndicales.

#### Membres de la cellule de veille conjoncturelle :

Mesdames Fauchoux (Meif), Feltmann (Cluster Eco-Origin), Le Hir (Apecita), Louesdon (plate-forme Activ'emploi), Rouas (CMA), Salaün (Observatoire économique des IAA de Bretagne) et Messieurs Daniel (Creativ), Fillon (Randstad), Gabiel (Conseil Régional de Bretagne), Jezequelou (CCIT Rennes Bretagne), L'Hoste (FFBTP 35), Richard (Syndex), Rolandin (Banque de France), Rouault (Rennes Métropole).

Contact :

**Michaël BOIS**

02 99 86 65 82

[m.bois@codespar.org](mailto:m.bois@codespar.org)

**Note téléchargeable  
sur le site**

[www.paysderennes.fr](http://www.paysderennes.fr)

**CODESPAR**

4 avenue Henri Fréville

CS 40716

35207 RENNES Cedex 2

Tél. 02 99 86 65 80

Fax 02 99 86 65 85